



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 4.2.2025
C(2025) 887 final

Son Excellence
M. Mag. Alexander Schallenberg
Ministre fédéral des Affaires européennes
et internationales
Minoritenplatz 8
A — 1014 Vienne

Objet: Notification 2024/610/AT

Sur le projet d'ordonnance spécifiant les substances interdites dans les produits du tabac et les liquides de cigarettes électroniques

Transmission d'observations conformément à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535



Le 7 novembre 2024, dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, les autorités autrichiennes ont notifié à la Commission le projet ***d'ordonnance spécifiant les substances interdites dans les produits du tabac et les liquides de cigarettes électroniques*** (ci-après le « projet notifié »).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à établir une liste de substances interdites dans les produits du tabac et les cigarettes électroniques. Selon le message de notification, cette liste a déjà été publiée en 2023 à titre d'information sur les sites web des autorités compétentes et est désormais notifiée en tant qu'ordonnance d'exécution.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

Le projet notifié établit, à titre d'exemple, la liste des substances interdites dans les produits du tabac et les liquides de cigarettes électroniques. Selon le projet notifié, la liste n'est pas exhaustive. Les substances qui ne figurent pas sur la liste établie dans le projet

¹ Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (codification), JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

notifié devraient toujours être considérées comme interdites dans la mesure où elles relèvent du champ d'application des articles 8b et 10b de l'acte de base².

La Commission note que l'article 7, paragraphe 6, de la directive 2014/40/UE³ prévoit ce qui suit:

«Les États membres interdisent la mise sur le marché de produits du tabac contenant les additifs suivants:

«a) les vitamines ou autres additifs créant l'impression qu'un produit du tabac a des effets bénéfiques sur la santé ou que les risques qu'il présente pour la santé ont été réduits;

b) la caféine ou la taurine ou d'autres additifs et stimulants associés à l'énergie et à la vitalité;

c) les additifs qui confèrent des propriétés colorantes aux émissions;

d) pour le tabac à fumer, les additifs qui facilitent l'inhalation ou l'absorption de nicotine; et

e) les additifs qui, sans combustion, ont des propriétés CMR.»

La Commission note que l'article 20, paragraphe 3, de la directive 2014/40/UE prévoit également ce qui suit:

«3. Les États membres veillent à ce que:

[...] c) le liquide contenant de la nicotine ne contienne pas d'additifs énumérés à l'article 7, paragraphe 6;

[...] e) seuls soient utilisés dans le liquide contenant de la nicotine, à l'exception de la nicotine, des ingrédients qui, chauffés ou non, ne présentent pas de risques pour la santé humaine; [...]'.

En outre, la Commission souhaite attirer l'attention des autorités autrichiennes sur le fait que la réglementation des ingrédients est un domaine harmonisé au titre de la directive 2014/40/UE et devrait être conforme à l'article 7, paragraphe 6, et à l'article 20, paragraphe 3, de la directive 2014/40/UE.

Afin de garantir l'application correcte de l'article 7, paragraphe 6, et de l'article 20, paragraphe 3, de la directive 2014/40/UE et d'éviter d'interdire les additifs qui ne sont pas couverts par l'article 7, paragraphe 6, et l'article 20, paragraphe 3, la Commission tient à rappeler aux autorités autrichiennes qu'elles devraient être en mesure de justifier clairement et de fournir des preuves adéquates que les additifs énumérés et tout autre additif supplémentaire devant être interdit relèvent d'une ou de plusieurs des catégories énumérées à l'article 7, paragraphe 6, et à l'article 20, paragraphe 3, de la directive 2014/40/UE.

² Loi sur le tabac et la protection des non-fumeurs.

³ Directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE, JO L 127 du 29.4.2014, p. 1.

Les autorités autrichiennes sont invitées à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

--

Pour la Commission

Sandra GALLINA
Direction générale de la santé et de
la sécurité alimentaire